

Burundi : au moins six tués dans des violences à Bujumbura

@rib News, 13/10/2015 â€“ Source AFP Au moins six personnes, dont un policier, ont été tuées mardi dans des violences dans un quartier contestataire de Bujumbura, a annoncé le porte-parole de la police burundaise. Mais ce bilan est contesté par de nombreux habitants, qui accusent les forces de l'ordre burundaises d'avoir "massacré" au moins sept civils. Selon un message publié sur le compte twitter du porte-parole de la police Pierre Nkurikiye, deux policiers auraient été enlevés par des "insurgés" dans le quartier de Ngagara, majoritairement opposé au pouvoir du président Pierre Nkurunziza.

Un policier a été tué et l'autre gravement blessé, tous deux par balles. La police est intervenue et a tué cinq personnes au cours d'affrontements qui ont suivi, selon M. Nkurikiye. Un troisième policier avait été enlevé, mais a été retrouvé sain et sauf, toujours selon M. Nkurikiye. Mais d'après plusieurs habitants, les hommes de l'API, une unité de l'armée chargée de la protection des institutions (sorte de garde présidentielle), se sont livrés à "un véritable massacre" dans le quartier 3 de Ngagara, où ils ont "exécuté" de balles dans la tête et dans la poitrine au moins sept civils. Parmi les victimes, on dénombre un journaliste de la Radio-télévision nationale burundaise (RTNB), Christophe Nkezabahizi, tué en compagnie de sa femme et de deux de ses enfants, une fille de 16 ans et un garçon de 14 ans. Ce cameraman d'une soixantaine d'années et sa famille ont été tués à bout portant alors qu'ils se trouvaient chez eux, ont assuré à des voisins. Le Burundi a plongé dans une grave crise politique marquée de violences depuis l'annonce fin avril de la candidature du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat qui, selon l'opposition, la société civile et jusqu'à une partie de son propre camp, viole la Constitution et l'Accord d'Arusha ayant mis fin à la guerre civile (1993-2006). Les autorités ont mené en mai une tentative de coup d'Etat militaire et étouffé un mois plus tard six semaines de manifestations quasi-quotidiennes à Bujumbura. Mais depuis la réélection de M. Nkurunziza le 21 juillet, les violences se sont intensifiées, avec notamment des assassinats ciblés de figures des deux camps, des attaques contre la police et des exécutions sommaires.